

Suspension du plan Écophyto :

« On ne s'attendait pas à un tel recul »

Face à la colère des agriculteurs, le gouvernement met « en pause » le plan destiné à réduire l'usage de pesticides. Françoise Binet, du CNRS, explique que leur effet sur la biodiversité est pourtant tellement massif qu'« on en vient à se demander s'il y a des endroits sur Terre qui ne sont pas contaminés ».

Mediapart [Manuel Magrez](#) le 9 février 2024

https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/090224/suspension-du-plan-ecophyto-ne-s-attendait-pas-un-tel-recul?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xstor=CS3-5

En réponse à la colère des agriculteurs et agricultrices, le gouvernement [a annoncé jeudi 1^{er} février](#) la « mise en pause » du plan Écophyto qui devait permettre de réduire de 50 % l'usage des pesticides d'ici à 2030. C'était l'une des principales demandes de la FNSEA, premier syndicat agricole en France. Cette décision inquiète associations écologistes et scientifiques, et même une partie des apicultrices et apicultrices, qui craignent de voir les néonicotinoïdes, des insecticides agissant sur le système nerveux des insectes, décimer les populations d'abeilles.

« *L'écologie n'est pas du tout en pause* », s'est défendu Marc Fesneau, ministre de l'agriculture, [au micro de France Culture](#) le 5 février. « *Aucune molécule ne va être réautorisée pendant cette pause* » et « *aucun changement [n'aura lieu] sur les produits et molécules phytosanitaires* », a promis le ministre, préférant parler d'un simple changement du mode de calcul de l'usage des insecticides et herbicides. Le plan en vigueur, « Écophyto 2+ », était la troisième version du dispositif lancé en 2007, dont les tentatives précédentes s'étaient soldées par un échec.

Pour Françoise Binet, écologue, directrice de recherche au CNRS et spécialiste des sols, la pollution des écosystèmes par les pesticides atteint un tel niveau qu'« *on en vient à se demander s'il y a des endroits sur Terre qui ne sont pas contaminés* ». « *J'ai comparé des sols cultivés avec des sols de prairies. Ce sont des prairies qui le sont depuis toujours de mémoire d'agriculteur, donc sans beaucoup d'activité agricole, et dans lesquelles on retrouve tout de même des résidus de produits phytosanitaires* », explique-t-elle. Pour la chercheuse, la suspension du plan Écophyto est bel et bien un « recul ».

Mediapart : Quels sont les enjeux concrets des produits phytosanitaires sur la biodiversité ?

Françoise Binet : C'est une atteinte aux services qu'elle rend. La biodiversité, je la vois comme un capital, elle permet de réguler les éléments, les flux entre le sol et l'atmosphère, pour le carbone par exemple. La biodiversité permet aussi d'épurer l'eau, les sols. Si demain un agriculteur épandait du lisier, et qu'il n'y avait plus d'organisme vivant dans le sol, ce lisier ne serait ni dégradé ni absorbé.

Face à cette problématique, est-ce que les plans Écophyto successifs jouaient un vrai rôle ?

Ils avaient au moins un mérite : une fois qu'un plan est en place, tous les corps intermédiaires s'activent. Les agences comme l'Ademe [*l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie*] ou l'Anses [*l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail*] y travaillent et contribuent à un retour d'informations vers la base. Et la base, ce sont les lycées agricoles.

Quand j'intervenais dans ce type d'établissement, ce cadre nous permettait de faire de la prévention, de dire que telle réglementation ne permettait plus tel ou tel usage. De là à savoir s'il a été suivi d'effets, c'est en dehors de notre champ de compétences. Si les plans se sont succédé, cela veut sûrement dire que les objectifs n'ont pas été atteints.

Après l'annonce de la suspension de ce plan, quelle a été la réaction de la communauté scientifique ?

Les bras nous en sont tombés. Pour suivre les plans Écophyto depuis longtemps, on ne s'attendait pas à un tel recul. Et ce qui alerte, c'est que les modèles mathématiques utilisés pour l'évaluation des risques environnementaux sont pourtant déjà un peu trop optimistes. Le risque est évalué en fonction des quantités, des concentrations mesurées dans l'environnement, le tout rapporté à la toxicité des molécules.

Or l'évaluation de la toxicité des molécules repose uniquement, sauf dans de rares cas, sur des organismes modèles de laboratoire, qui ne se retrouvent plus dans la nature, ou qui ne sont pas pertinents pour mesurer le risque. De plus, ce sont souvent des tests qui sont faits à très court terme. Cela pose véritablement la question du réalisme de ces seuils de toxicité.

Autre exemple : il y a beaucoup de modèles qui prédisent que les molécules de produits phytosanitaires vont se dégrader naturellement et rapidement, alors qu'en réalité, elles génèrent des produits, issus de leur dégradation (métabolites), qui persistent. Lors de mes récentes recherches, j'ai par exemple retrouvé, contre toute attente, de l'Atrazine sur certaines parcelles. Elle est interdite depuis 2001, mais on retrouve des résidus. Cela montre bien que c'est persistant, ou alors que son interdiction d'usage n'est pas suivie.

À un moment donné, quand j'avais répondu à un appel d'offres, je ne pouvais plus obtenir de subvention de financement sur l'Atrazine. On m'avait dit ouvertement dans le rapport d'évaluation que de toute façon la molécule était interdite, donc il n'y avait plus de problème. On pensait presque que si on interdisait, le problème n'existait plus.

Le souci est-il généralisé ?

On en vient à se demander s'il y a des endroits sur Terre qui ne sont pas contaminés. J'ai comparé des sols cultivés avec des sols de prairies. Ce sont des prairies qui le sont depuis toujours de mémoire d'agriculteur, donc sans beaucoup d'activité agricole, et dans lesquelles on retrouve tout de même des résidus de produits phytosanitaires.

On entend beaucoup parler de l'impact des pesticides sur la santé humaine. Mais quel est-il sur la biodiversité ?

On sait que ces produits sont toxiques quand on les applique sur des organismes ou qu'on donne à manger des produits contaminés à des organismes en laboratoire. Sur le terrain, c'est plus compliqué. Je n'ai jamais observé d'impact létal direct sur les espèces. Mais ce sont des impacts dits sublétaux, plus insidieux.

Par exemple, dans un travail récent, j'ai étudié deux populations de vers de terre de la même espèce et de la même lignée génétique. En comparant une population qui a été dans des sols gérés en agriculture biologique et l'autre en conventionnel, durant plus de vingt ans.

On se rend compte que l'expression de leur génome s'est différenciée. En imageant, on peut expliquer que le système métabolique des espèces exposées aux produits phytosanitaires est en surchauffe. Cela laisse entendre que le ver de terre dépense beaucoup d'énergie à faire face, à se décontaminer.

Concernant les oiseaux dont le régime alimentaire est principalement composé de graines, il y a aussi un déclin, car ils mangent des graines de semences qui sont enrobées de néonicotinoïdes. On sait que cela agit. Mais ce qu'on ne peut pas déterminer, c'est quelle proportion exacte de la baisse du nombre d'oiseaux est directement liée aux produits, puisque d'autres causes entrent en jeu, comme la destruction d'habitats, le manque de haies.

Mais on découvre encore énormément de conséquences de l'usage des phytosanitaires...

On cumule quand même pas mal de données sur les concentrations qui existent dans le milieu naturel. Il y a beaucoup de réseaux d'analyses dédiés à l'eau par exemple. En revanche, pour ce qui est des sols, c'est un

peu plus récent. Pour moi, cette étude des sols a été délaissée parce qu'on considérait peut-être comme normal de trouver des pesticides, parce que c'était le réceptacle normal des produits en question.

Maintenant qu'on y prête attention, on a des surprises. Au niveau européen, il y a une étude très récente qui indique que trois quarts des sols sont pollués et contiennent des pesticides. Et ce n'est pas pollué qu'avec une molécule, c'est un cocktail de molécules.

À lire ; [La vie des sols 4 épisodes Du chlordécone au glyphosate, la parole aux victimes de pesticides](#)
14 novembre 2023

Est-ce possible de prévenir les conséquences phytosanitaires sur la biodiversité autrement qu'en réduisant leur usage global ?

Depuis des années, l'idée est de tendre vers des molécules moins toxiques. Mais cela rend le travail encore plus complexe. Avant, à la sortie de la guerre, les molécules étaient tellement toxiques qu'on voyait des organismes qui pouvaient mourir par intoxication directe. Maintenant, c'est une atteinte à bas bruit qui touche aussi la dynamique des populations. Chez le ver de terre, par exemple, un modèle que je connais bien, cela favorise un retard de croissance, qui implique un retard dans la maturité sexuelle.

Par extension, sur une vie de ver de terre, il va moins se reproduire qu'en temps normal. Il y a un déclin des populations parce qu'il y a des effets qui entravent la reproduction de l'espèce.

On trouve des traces de contamination dans la terre, dans les plantes, dans l'eau, mais aussi dans l'air ?

Quand l'agriculteur pulvérise son champ, on estime qu'il n'y a que 25 % du produit qui atteint directement la plante. Une partie pénètre dans le sol et atteint la biodiversité et l'eau, et puis le reste part avec le vent. Cette dispersion par le vent est d'ailleurs une des pistes qui expliquerait que l'on retrouve des traces de ces produits y compris dans des parcelles qui n'ont jamais été pulvérisées.

Puisque beaucoup de travail reste à faire, quelles sont les questions encore en suspens dans l'analyse des produits phytosanitaires ?

C'est vraiment d'évaluer la toxicité réelle, en conditions réelles et sur le long terme. C'est le point critique, d'aller vers ce que l'on ne voit pas. On s'intéresse toujours à ce qu'on voit, mais ce qu'on ne voit pas, ce sont les effets sublétaux. Parce qu'en fait, on ne peut pas se contenter de tests. Tout est basé sur des tests qui n'ont aucune réalité et aucune pertinence écologique.

Le problème, c'est que maintenant, on veut tout, tout de suite, et on veut le résultat alors que l'expérimentation n'a pas commencé. On fait du court terme. Il nous faut davantage de données sur les conséquences à long terme des produits phytosanitaires sur la biodiversité. Par exemple sur les effets multigénérationnels de ces produits sur les organismes. On doit pouvoir étudier ces effets sur au moins trois générations pour être complets.